



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 27 janvier 2026

ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Energie Eolienne des Hauteurs de Gâtine**

Siège social : 15 rue de Bruxelles  
c/o Duthilleul et Associés  
75009 Paris

Références : 0007209438 / 2026 / 27

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 sur le parc exploité par la société Energie Eolienne des Hauteurs de Gâtine, à Neuvy-Bouin (79130). L'inspection a été annoncée par la DREAL le 12/01/2026, date choisie en accord avec ENERTRAG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection intervient suite à la déclaration d'accident réalisée par l'exploitant, le 12 janvier 2026, en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement : rupture d'une pale de l'éolienne E3

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Energie Eolienne des Hauteurs de Gâtine
- Lieu-dit Le Verger - Le Purgatoire Les Métaudières 79130 Neuvy-Bouin

- Code AIOT : 0007209438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien bénéficie d'un permis de construire délivré le 04 décembre 2008 et modifié le 13 janvier 2010 au titre du code de l'urbanisme. Le 18 décembre 2012, Monsieur le Préfet a acté ses droits ICPE acquis par antériorité.

Le parc éolien est constitué de 5 machines VESTAS V90 MK7 hautes de 150 m et développant chacune une puissance électrique maximale de 2 MW, sur la commune de Neuvy-Bouin. Le parc éolien a été mis en service en Mars 2011. L'exploitant du parc éolien a confié sa gestion courante à la société ENERTRAG SA. Depuis Mars 2021, la maintenance des éoliennes n'est plus assurée par leur constructeur VESTAS ; elle a été confiée à la société DEUTSCHE WINDTECHNIK SARL. Une 1<sup>re</sup> inspection DREAL a été réalisée le 11 avril 2019, elle n'avait pas conduit l'inspection à formuler d'observation particulière sur les points contrôlés.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction (rappel du contexte général des inspections ICPE)

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats réalisés le 16/01/2026

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations collectées. Sa synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante a fait l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites proposées par l'Inspection des installations classées, le 16/01/2026
1	Gestion de l'accident	Code de l'environnement, articles L.512-20 et R.512-69	Projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence, dont la mise à l'arrêt des autres éoliennes du parc éolien

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une rupture partielle de sa pale C a entraîné l'arrêt manuel de l'éolienne E3, vers Midi, soit quelques heures après le signalement reçu par ENERTRAG le 09/01/2026. La déclaration ENERTAG du 09/01/2026 suggérerait que le parc éolien complet était à l'arrêt. Pourtant, les autres machines fonctionnaient normalement au moment de la visite du 16/01/2026, tandis que la cause de cette rupture n'est pas déterminée à ce stade. Afin de s'assurer que le parc ne puisse pas présenter un danger pour les riverains, la DREAL a proposé à M. le Préfet des Deux-Sèvres, le 16/01/2026, d'imposer sa mise à l'arrêt, le temps que les investigations puissent garantir l'absence du même risque sur les quatre autres éoliennes. Après la phase de consultation contradictoire, l'arrêté de mesures d'urgence a été signé le 19/01/2026 et notifié à l'exploitant le 20/01/2026.

## 2-4) Fiche de constats

### N° 1 : Gestion de l'accident constaté le 09/01/2026

<b>Références réglementaires :</b> Code de l'environnement, articles R.512-69 et L.512-20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse des causes profondes, Actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R.512-69 :  <i>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures</i>

*d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »*

Article L.512-20 :

*« En vue de protéger les intérêts visés à [l'article L. 511-1](#), le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.*

*Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »*

#### **Constats :**

En application de l'article R.512-69 précité, le 9 janvier 2026, la société ENERTRAG (représentant de l'exploitant du parc éolien) a transmis à la préfecture et à la DREAL, par une télé-déclaration qui rejoint la plate-forme GUNENV, une déclaration d'accident relative à la « chute d'un bout de pale » depuis l'éolienne E3 constatée par un passant, « *probablement due aux vents violents générés par la tempête Goretti* ». Cette déclaration mentionne comme mesure prise « *la mise en sécurité de l'établissement et l'envoi d'une équipe de maintenance pour constat* ».

Le 12/01/2026, la DREAL lui a demandé par mèl des précisions, notamment sur les circonstances de l'accident et les mesures prises. La DREAL l'a également informé de la réalisation d'une inspection dans la semaine fixée au vendredi 16 janvier.

Sur site, le 16 janvier, nous constatons que le rotor de l'éolienne E3 n'est pas en rotation. Ses pales sont mises en drapeau ; la nacelle est orientée face au vent (c'est à dire orientée vers le Sud) ; son rotor est quasiment immobile, la pale C est dirigée vers le haut (photo 1). Les autres éoliennes E1, E2, E4 et E5 sont en fonctionnement. Quand nous passons, vers 13h30, devant l'afficheur de puissance installé sur le poste de livraison, la puissance totale produite par le parc éolien est d'environ 1,2 MW. ENERTRAG précise que E3 est maintenue en roue libre sans freinage pour éviter le fluage de l'arbre primaire, et que les autres machines n'ont pas été arrêtées en l'absence d'explication sur les causes de l'accident. L'accès à la plate-forme adossée à l'éolienne E3 est empêché par une rubalise. Il n'y a pas d'agent de sécurité.

Le 16/01/2026, le représentant de ENERTRAG nous a fourni des éléments complémentaires sur la chronologie des événements :

- le 09 janvier à 9h25 : appel de la secrétaire de mairie de Neuvy-Bouin à la société ENERTRAG pour signaler qu'une éolienne « *part en lambeau* » (n° de l'éolienne non précisé),
- 9h40 : ENERTRAG ne voit pas d'alarme, dans son système de supervision. ENERTRAG demande à la société DEUTSCHE WIND TECHNIK (à laquelle elle confie la maintenance du parc éolien depuis Mars 2021, à la suite de VESTAS) une investigation sur place,
- 11h00 : appel de madame le maire de Neuvy-Bouin à ENERTRAG qui confirme avoir entendu, tôt dans la matinée, un bruit anormal provenant du parc éolien, et avoir demandé à sa secrétaire de contacter ENERTRAG,

- 11h57 : arrivée sur place d'une équipe de Deutsche Wind Technik , constat visuel du bris pale, arrêt de l'éolienne E3, prise de photographies,
- 15h27 : pour le compte de l'exploitant de l'ICPE, la société ENERTRAG déclare à la préfecture et à la DREAL l'accident, via la plateforme dématérialisée,
- le 10 janvier 2026 : nouvelle intervention du maintenancier DEUTSCHE WIND TECHNIK pour nettoyer les abords proches (récupération au sol de deux gros débris de pale, longs d'environ 1,5 m et 3 m) et poser la rubalise à l'entrée de la plate-forme,
- le 14 janvier 2026 : 3<sup>e</sup> intervention de Deutsche Windtechnik SARL avec le sous-traitant SINGULAIR pour réaliser une inspection, par drone, des pales de l'éolienne E3 et produire un rapport pour notamment déterminer la quantité de pale manquante, les causes probables et les solutions curatives.

En parcourant les abords de l'éolienne E3, le 16/01/2026, les inspecteurs de la DREAL ont retrouvé d'autres fragments de la pale :

- de petits débris ( inférieurs à 14 centimètres) distribués surtout à l'Est de l'éolienne, jusqu'à environ 80 m (photo 4) ;
- deux gros débris (au sol, un morceau de poutre d'environ 1 m ; dans un arbre, une lame de fibre de verre d'environ 5 m), placés à environ 15 m et 40 m au Nord du mât de E3 (photos 2 et 3)

Le dernier contrôle périodique [contrôle imposé à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, avec une périodicité maximale de 6 mois] des pales de l'éolienne E3 date du 24 juillet 2025. Son rapport a été présenté à la DREAL au cours de l'inspection. Il identifie 2 défauts de surface de catégorie 1 (défaut d'ordre cosmétique) sur quelques cm<sup>2</sup>, au niveau de la pale C.

Le 19 janvier 2026, ENERTRAG a transmis à la DREAL le rapport de la reconnaissance des pales de E3 réalisée par SINGULAIR le 14/01/2026 (document en anglais). Ce rapport, strictement descriptif, décrit 35 défauts sur la pale C tous classés en catégorie 5 (défaut critique nécessitant une action immédiate). La société de maintenance Deutsche Wind Technik SARL ajoute que les investigations sur les causes se poursuivent et feront l'objet d'un rapport détaillé, en précisant que les premières observations semblent accréditer l'hypothèse d'un impact par la foudre (hors dimensionnement).

En l'absence de garantie de sécurité sur les pales des autres éoliennes, la DREAL a proposé à Monsieur le Préfet, le 16/01/2026, un projet d'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence, visant notamment à arrêter toutes les éoliennes du parc éolien de Neuvy-Bouin. Cette mesure sera levée :

- soit lorsqu'il aura été démontré que la cause à l'origine de la casse n'est pas générique aux autres éoliennes du parc,
- soit lorsque le traitement de l'ensemble des éoliennes du parc garantira son fonctionnement en toute sécurité.

Enfin, le 23/01/2026, l'exploitant du parc éolien a complété sa déclaration d'accident, en transmettant une carte des retombées de débris de la pale C retrouvés au sol et dans un arbre (photo 5).

Photo 1 : pale cassée



Photo 2 : gros débris près de l'éolienne





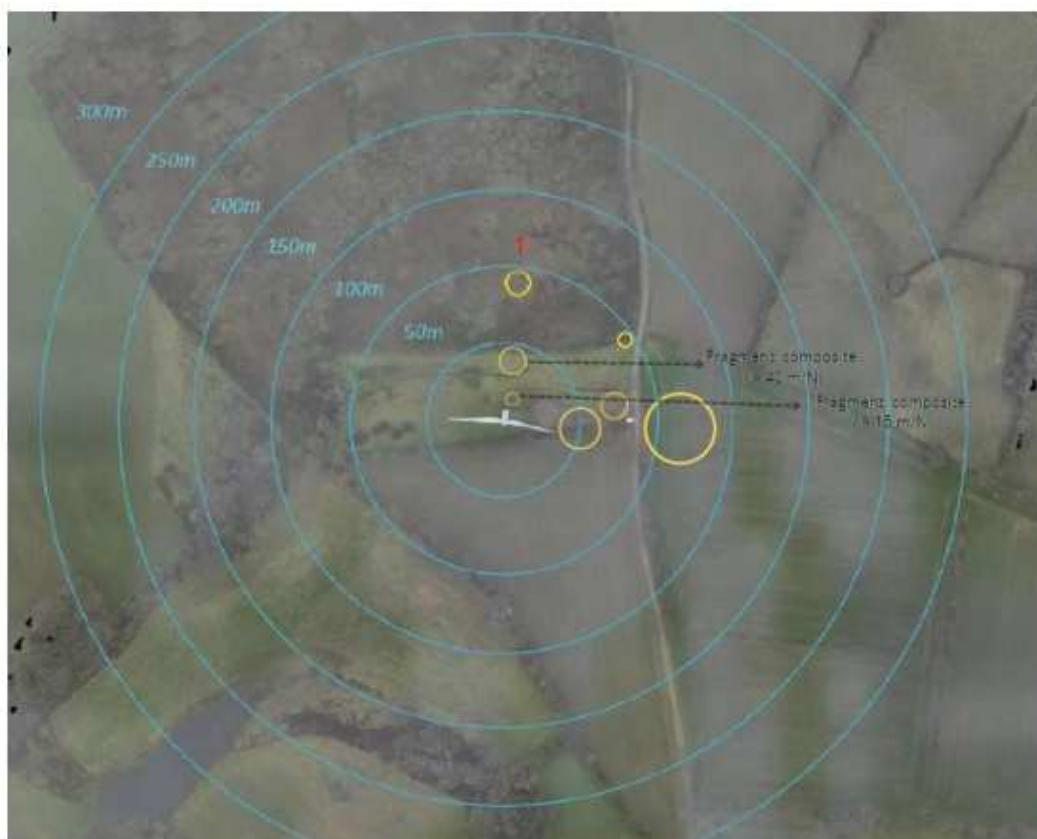
Photo 3 : gros débris plus loin de l'éolienne



Photo 4 : petit débris lointain



Photo 5 : cartographie  
de localisation des  
débris



#### **Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le parc doit être arrêté jusqu'à ce que le risque de reproduction de l'accident sur une autre éolienne soit définitivement écarté.

Les débris de pales doivent être ramassés.

Le rapport d'accident prévu à l'article R.512-69 du code de l'environnement devra préciser notamment :

- la chaîne de remontée d'alerte, en explicitant pourquoi la rupture de pale n'a pas été détectée par le dispositif de supervision (dont les organes de détection sont mis en cause),
- la cartographie des débris retrouvés au sol,
- identifier les circonstances et causes profondes de cet accident,
- investiguer, par l'analyse des événements ayant récemment affecté des parcs éoliens, la possibilité d'une éventuelle cause de défaillance commune (tel qu'un défaut générique d'un matériel ou de la maintenance),
- les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement de cet accident.

Dans l'hypothèse où un impact par la foudre serait à l'origine du bris de pale, le dimensionnement et la maintenance des systèmes de protection contre la foudre des 5 éoliennes du parc doivent aussi être examinés par le rapport d'accident.

Enfin, la DREAL rappelle sa demande de précisions du 12 janvier 2026, parmi lesquelles figure notamment la fourniture du bilan météorologique local des impacts de la foudre.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Proposition de mesures d'urgence (proposition faite le 16/01/2026)
<b>Suites prises :</b> Arrêté préfectoral de mesures d'urgence pris le 19/01/2026